



La lettre du Mouvement Européen Loire

N° 14

1^{er} juillet 2021

EuropaLoire



Mouvement Européen Loire

L'édito

Le Mouvement Européen Loire vient de tenir son Assemblée Générale à Saint-Galmier le 24 juin. Les échos rapportés en dernière page vous convaincront que l'association peut être fière de son bilan et qu'elle reste surtout pleine de projets. EuropaLoire est d'ailleurs l'une de ses réalisations concrètes qui essaie de vous apporter tous les mois un regard sur cette Europe qui se construit, parfois dans l'enthousiasme, parfois plus douloureusement.

Dans ce numéro, nous avons mis l'accent sur le parcours dans la diplomatie européenne d'un ligérien, Rémy Privat, de quoi susciter peut-être des vocations parmi les jeunes qui achèvent leurs études. Nous avons aussi souhaité partager avec vous les réflexions d'Alain Berthéas sur l'avenir de l'Europe pour alimenter la réflexion de chacun durant les vacances.

Car nous y sommes ! L'été est là et nous ne pouvons que vous inviter au voyage, soit par la lecture si vous voulez profiter de notre belle région (dans ce cas, rien ne vous empêche de grignoter les spécialités culinaires européennes), soit en parcourant peut-être l'Europe. Les plus jeunes utiliseront utilement la carte jeune européenne. Pour tous, le pass sanitaire européen sera bien pratique pour retrouver ce qui est un des piliers de la construction européenne depuis le traité de Rome : la liberté de circulation des marchandises, des capitaux mais surtout des personnes !!! Pour autant, n'en oubliez pas bien sûr le respect des gestes barrières...



Toute l'équipe d'EuropaLoire vous souhaite de très belles vacances et vous retrouvera avec le même plaisir dans quelques semaines.

Daniel IMBERT-MAGAND

Dans ce numéro :

L'édito	1
Et toque...	1
Entretien de Rémy Privat par Pat Françon	1-2
Réflexions sur l'avenir de l'Europe par Alain Berthéas	3-4
Carte jeune européenne	4
L'AG du MEL	5
Idées lecture	5

Politique de voisinage de l'Union Européenne : Un entretien de Rémy Privat par Pat Françon, journaliste ligérien indépendant.

Une des missions de l'Union européenne, de soutien hors de son territoire à des stratégies de modernisation, est illustrée dans cet interview à travers l'expérience de Rémy Privat, diplomate Ligérien missionné auprès de la Tunisie.

Elle se traduit, pour cet exemple, par des actions décrites dans un document intitulé :

Jumelage « Appui institutionnel à la mise en œuvre de la stratégie de modernisation de la Fonction publique tunisienne », La coopération administrative franco-tunisienne.

Elle met en lien la Direction Générale de l'Admi-

nistration et de la Fonction publique (DGAFP) et la Présidence du gouvernement tunisien avec la signature d'un premier mémorandum d'entente en 2007. Plusieurs arrangements seront ensuite conclus en 2013, 2016, puis en 2018 avec le consortium franco-belge mené par la DGAFP avec l'ENA d'une part, et le Service public fédéral Stratégie et appui (SPA BOSA) d'autre part. Il définit les contours d'une mission de trois ans, mettant en jeu 70 experts pour 600 jours d'expertise, avec un financement de l'UE à hauteur de 1,5 M d'euros..

L'Union européenne s'est dotée avec ses Jumelages, d'un véritable outil de coopération et d'échange d'expériences.

PF : Au début de votre carrière européenne, vous avez eu une première mission en Tunisie. En quoi consistait-elle ?

RP : En partenariat avec la DATAR, avec un collègue italien nous étions chargés de travailler avec les autorités locales à un "diagnostic stratégique de territoire", d'élaborer une stratégie de développement, de doter le projet d'un plan de marketing territorial, de définir des projets économiques sectoriels. Ce projet de deux ans nous a amenés à conduire des expériences en matière de tourisme alternatif et d'agro-alimentaire, notamment dans les régions de Nabeul et Tozeur.

Et Toque... l'Europe en fait tout un plat...

C'est le titre humoristique d'un article que les décodeurs de l'Europe consacrent aux labels attribués par l'UE avec recettes à l'appui.

L'occasion de faire honneur à la qualité des produits agricoles et denrées alimentaires de l'Europe et une invitation à un voyage gastronomique !

N'hésitez pas à découvrir les recettes concoctées par des grands chefs avec ces produits labélisés ! :

<https://decodeursdeurope.eu/et-toque/>

Politique de voisinage de l'Union Européenne : Un entretien de Rémy Privat par Pat Françon

PF : Et aujourd'hui, que faites vous en Tunisie ?

RP : Ma mission commencée en 2019 doit s'achever fin 2021 mais sera peut-être prolongée. Après de la présidence de la République, je suis chargé de la modernisation de la fonction publique d'Etat. Ses effectifs ont littéralement explosé et sont passés de 450 000 fonctionnaires à 700 000. Je travaille surtout à la mise en place d'une pilotage des ressources humaines.

PF : Revenons en arrière et parlons de votre première mission en République de Macédoine.

RP : J'étais chargé auprès du vice-premier ministre de les accompagner dans le processus d'intégration européenne dans un contexte très compliqué de la "querelle du nom". Concrètement, la Grèce, membre de l'UE, refusait le nom de Macédoine qu'elle revendiquait. Dans un premier temps, le pays s'est nommé FYROM, en français « Ancienne république yougoslave de Macédoine ». Les choses se sont apai-

sées et le pays se nomme maintenant "Macédoine du Nord ». Le pouvoir macédonien était très nationaliste et était surtout intéressé par la gestion des fonds européens de pré-adhésion. Dans ce contexte difficile, nous avons travaillé à la réforme de l'Etat.

PF : Ensuite, vous avez été nommé dans un autre pays des Balkans, lui aussi candidat à l'adhésion à l'Union européenne : le Monténégro.

RP : Le contexte était différent. Basé au ministère de l'intérieur de Podgorica, j'étais en charge de la réforme de l'Etat. C'était facilité par le fait que ce pays, sans faire partie de la zone euro, utilise l'euro comme monnaie unique depuis les guerres yougoslaves. L'approche était différente. En Macédoine, le situation était tendue entre Macédoniens et Albanais. C'était plus facile au Monténégro avec les minorités bien que les Serbes posent des problèmes depuis deux ans. Comme pour chaque pays candidat, nous avons accompagné le gouvernement

monténégrin vers un état de droit avec une réforme de la justice et des efforts vers une presse indépendante.

PF : Quelle leçon tirez-vous de ces missions en Europe centrale ?

RP : Aujourd'hui, tout ceci avance très lentement. Personnellement, je pense qu'on est allé trop vite pour accueillir des pays comme la Bulgarie et la Roumanie. On a des problèmes avec la Pologne et la Hongrie. Avec le Brexit, la question de l'élargissement est à l'arrêt malgré la soif d'Europe que j'ai ressenti sur place et dans les pays voisins de Serbie, du Kosovo, d'Albanie. Mais j'ai beaucoup aimé ces missions.

Propos recueillis par
Patrick Françon,
journaliste.



REMY PRIVAT

Rémy Privat, né à l'Orme dans la Loire, est actuellement "conseiller de jumelage dans le projet européen d'appui institutionnel à la mise en oeuvre de la modernisation de la fonction publique tunisienne".

Après une enfance et une jeunesse dans la vallée du Gier, ce passionné de théâtre a fait ses études à Sciences Po. Il a ensuite intégré la Direction interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR) à Paris avant d'être envoyé en Corse pour une mission économique. Dès la fin de celle-ci, le fonctionnaire s'est vu confier des missions pour l'Union européenne que nous évoquons avec lui dans cet entretien.

Marié avec une interprète Italienne également enseignante, Rémy a deux filles. Sa sœur est infirmière et son frère aîné est consultant auprès de l'ONU.



Rémy PRIVAT est à droite. A gauche, une ambassadrice française et au centre un représentant du Gouvernement macédonien

Réflexions sur l'avenir de l'Europe

Aujourd'hui, il ne fait plus de doute que l'union Européenne est complètement intégrée dans le paysage politique et que les questions et critiques ne portent plus sur le principe de l'union, mais beaucoup plus sur son fonctionnement. L'Union se trouve face à la réalité de son action dans ses différents domaines de compétences, sévèrement mise en cause.

Il est intéressant à ce titre de consulter un article paru dans « le rapport Schuman 2021 sur l'Europe-l'état de l'Union », sous la direction de Pascale Joannin, qui décrit bien les raisons de la mise en cause de l'efficacité. Document repris par Jean-Dominique Juliani, Président de la fondation Robert Schuman, dans un texte de contribution à la réflexion sur l'avenir de l'Union.

L'Europe reste victime de sa complexité politique qui engendre une lourdeur administrative et bureaucratique. La crise de la covid 19 est révélatrice des reproches subis par l'institution européenne dans son ensemble, lenteur, bureaucratie et également un manque de transparence. Ces reproches ne sont pas nouveaux, et sont régulièrement repris dans les politiques européennes comme le commerce ou la concurrence. Subissant de plein fouet la comparaison avec les USA et la Chine, l'Europe est mise en difficulté dans la compétition mondiale. La crise de la covid 19 pousse naturellement vers l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies communes, avec l'objectif de développer une économie innovante et compétitive et réellement prendre en compte la double transition climatique et numérique. Ces circonstances ont conduit les états européens à une action commune permettant d'affronter cette crise inédite. Ce qui ouvre des perspectives positives pour l'avenir de l'Europe et repousse l'euroscpticisme. Il y a donc de vraies raisons d'être optimiste quant à l'évolution de l'image de l'Europe dans les opinions publiques. Pour autant il ne faut

Au moment où débute la conférence sur l'avenir de l'Europe, il est nécessaire de poser quelques questions sur le contexte de l'Europe, ses pratiques et sa gouvernance.

pas négliger les fortes attentes qui continuent de se traduire par des jugements négatifs.

Les études d'opinion montrent que ces attentes sont essentiellement dirigées sur l'efficacité, les pratiques, un besoin de simplification et une politique de communication beaucoup plus explicative, voir pédagogique.

En matière de politique économique, dans les domaines de la concurrence, du commerce et de l'industrie, l'Union répond depuis sa création de la même façon, ce qui fait que ses politiques n'évoluent pas, malgré la revue que la commission a entamée. Les évolutions indispensables passeront par une volonté et un peu d'audace dans le fonctionnement du conseil qui reste toujours dans un fonctionnement très diplomatique. Il n'est pas simple de décider à 27, d'où un fonctionnement dans lequel le manque de confiance entre pays membres induit des positionnements en défense des intérêts nationaux, largement inspirés par des politiques intérieures frileuses. La commission n'est pas non plus exempte de reproches dans ce comportement, par volonté de ne pas créer une opposition directe avec les états membres, elle adopte trop souvent une forme de prudence qui anesthésie les services et les organismes qui dépendent de ses décisions. Le parlement quant à lui, se tient souvent à des objectifs qui tendent à maintenir les équilibres politiques des forces qui le composent, avec des procédures juridiques complexes. Tout

cet ensemble freine la rapidité de réaction, et donne cette impression d'un manque de capacité à décider.

Faire évoluer la gouvernance pour la rendre plus souple, tout en garantissant le respect des intérêts globaux de l'Union et individuels des pays membres, passera par des modifications et des changements dans les pratiques. La capacité d'action de l'Union est fixée par des traités qui en limitent le périmètre. Actualiser, modifier, faire évoluer un traité est extrêmement difficile, l'urgence ne se situe donc pas là, mais plutôt dans le développement de la visibilité des politiques européennes et dans une démonstration de leur efficacité, contribuant ainsi à donner ou redonner la confiance dont les citoyens ont besoin.

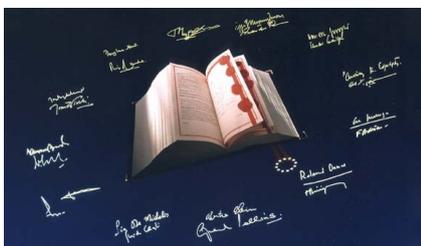
Dans les institutions et les structures de tous types, privées et publiques, une illustration de la confiance est clairement appuyée sur la délégation. Elle-même construite sur le dialogue, et sur la fixation de lignes directrices claires et consenties, avec un processus de contrôle des résultats défini et exercé de façon ouverte et sans compromission. Le Conseil Européen a un rôle important à jouer dans ce cadre, en définissant la méthode du dialogue politique, permettant aux chefs d'état et de gouvernement de discuter de perspectives et de définir les grandes orientations, sans minimiser ou passer sous silence leurs contraintes nationales. Il est nécessaire de sortir de ces situations de négociations permanentes qui non seulement freinent les prises de décisions, mais maintiennent ces sentiments de défiance.

La confiance et la délégation devraient également être deux constantes dans les relations entre le Parlement et la Commission. La remise à plat, voir la pacification des relations entre ces deux composantes essentielles de l'Union, est une source de progrès.



Réflexions sur l'avenir de l'Europe

La confiance des citoyens est également ébranlée par des textes européens que leur complexité rend totalement obscurs à la compréhension des non experts. Il pourrait être utile de rentrer dans un processus de simplification ou tout du moins de codification, rendant la législation européenne moins opaque. Le plan de relance décidé suite à la crise sanitaire, constitue une bonne opportunité d'éclaircir les procédures d'appels d'offre et d'attribution de marché, ouvrant la priorité aux entreprises européennes, appliquant un principe établi dans le monde entier de préférence « aux locaux ».



Un dernier élément d'influence sur l'avenir de l'Europe, la communication. Si on pouvait comprendre l'interdiction faite par les états membres de communiquer directement aux citoyens, des débuts de l'Union, aujourd'hui la rapidité de transmission de l'information et l'internationalisation des réseaux de communication et discussion appelle une véritable politique de communication sans arrogance et en toute transparence. Dans tous les états membres, les attentes des citoyens évoluent plus vite que les institutions, la pandémie affecte le moral les populations, il devient urgent pour contrer les éventuelles

dérives démagogues et/ou complottistes de définir et engager une politique de communication expliquant les politiques européennes et les moyens mis en œuvre pour les réaliser.

L'Union Européenne existe, les critiques et discussions sur son efficacité montrent qu'elle est considérée et que l'on attend qu'elle assume ses responsabilités en affirmant ses compétences. La conférence à venir doit envoyer un message fort d'évolution et d'amélioration de la gouvernance.

Alain BERTHEAS

Président Perspectives et Impulsion SAS. Ancien Président de Sigvaris SA

Ancien Président de Loire Forez agglo



Carte jeunes Européenne

Programme européen, la Carte Jeunes Européenne « conçue pour les jeunes et par les jeunes » est gérée par l'association European Youth Card - EYCA- née en 1987, sise à Bruxelles, et constituée de représentants de 39 organisations membres : ONG, fondations privées, institutions publiques, entreprises. L'association en charge de la Carte Jeunes Européennes France est membre de ce réseau.

EYCA au-delà du développement de la carte, veille à initier et soutenir des projets innovants en faveur de la mobilité des jeunes au sein de l'Europe, et pas seulement de l'Union Européenne, mais aussi de pays extérieurs. Il s'agit de leur faciliter l'accès à la culture, le sport, les loisirs, les transports, mais aussi à des échanges d'expériences liés notamment à leur parcours d'études et/ou professionnel.

La carte permet des réductions sur les transports en bus, train, avion via Air Europa, sur les entrées de musées et autres équipements culturels et patrimoniaux, pour cer-



taines rencontres sportives, dans des hôtels... mais aussi un accompagnement dans des dispositifs comme Erasmus, Volontariat européen, Jeunes entrepreneurs. Elle est accessible aux jeunes de toutes nationalités, même hors Europe, étudiants ou non.

Soutenue par le Conseil d'Europe, - le premier organe de défense des droits de l'homme sur le continent-, cette association mobilise 72 000 ressources dans 38 pays, rendues accessibles aux jeunes des 12 à 30 ans en échange d'une adhésion annuelle de 10 euros pour la version numérique et 13 euros pour la version papier. Elle se présente sous deux formes : la carte classique et la carte étudiant qui per-

met en plus d'accéder à des services étudiants associés, en fonction de l'établissement de rattachement (un certificat de scolarité est demandé).

Crée il y a un peu plus de 30 ans, la Carte Jeunes Européenne est acquise par 7 millions de jeunes,

En mai 2021, EYCA a lancé la campagne « STANDFOR-SOMETHING* », dans 16 états membres de l'UE, financée par le Parlement européen et destinée à encourager les titulaires de la Carte Jeunes Européenne à participer à la Conférence sur l'avenir de l'Europe en prenant position et en exprimant leur point de vue.

Pour souscrire : renseignements sur info@cartejeunes.fr, ou par téléphone au 06-07-34-28-93 ; commande en ligne sur : cartejeunes.fr.

Colette MODION

* <https://istandfor.eu/>



Mouvement Européen

Le Mouvement Européen France est une association créée en 1949. Trans partisane, elle a pour objectifs de mieux faire connaître l'Europe et de faire vivre un débat public pluraliste. Elle comporte une branche ouverte aux jeunes de 16 à 35 ans (Jeunes Européens France), désireux de défendre le projet européen.

En adhérant au MEF, je rejoins celles et ceux qui veulent promouvoir une Europe de paix et de prospérité pour tous :

Pour adhérer ou faire un don :
loire@mouvement-europeen.eu

Le Mouvement Européen France étant reconnu d'intérêt général, les adhésions et dons donnent lieu à l'établissement d'un reçu fiscal de 66% de leur montant).



Mouvement
Européen
Loire

Directrice de la publication : Marthe-Claire Portran
Comité éditorial : Colette Modion, Jean-Paul Villié & Daniel Imbert-Magand

Adhérez au
Mouvement européen :

<https://mouvement-europeen.eu/>

L'Assemblée Générale annuelle du Mouvement Européen Loire

Le Mouvement Européen Loire a su s'adapter aux conditions sanitaires. Aux conférences classiques tenues en début d'année, ont succédé le lancement en avril de la Lettre d'information EuropaLoire sous forme numérique et le développement des visioconférences. L'accueil par le MEFLoire de 2 stagiaires du Master Alter Europe, sous forme de télétravail, a débouché sur une réponse à un appel à projet de l'Union Européenne déposé conjointement avec notre partenaire Veauche Jumelage, et le comité de jumelage de Chazelles sur Lyon. Le projet original, intitulé « Dessinons notre Europe de demain » et qui rassemble 7 villes européennes a été retenu par la Commission européenne avec une subvention de 7 000 euros. Enfin un projet de coordination des sections AURA du Mouvement Européen France a donné naissance en fin d'année à la création de C.L.A.R.A (Comité Local Auvergne Rhône Alpes), permettant de nouer ou renforcer de nouveaux partenariats grâce à l'utilisation des moyens digitaux disponibles.



Les Journées du livre n'ont pu se tenir, mais les contacts pris avec les établissements scolaires et la coopération engagée avec l'Institut Delors autour du Prix Mieux comprendre l'Europe restent d'actualité pour une édition 2022.

2021 s'est ouverte avec une offre de visioconférences proposée par CLARA à l'ensemble de ses adhérents et sympathisants, avec la participation d'experts sur de multiples thématiques. EuropaLoire se poursuit à un rythme mensuel, et un nombre de contributeurs qui s'élargit. Un nouveau partenariat voit le jour, avec l'UFCV, autour du Service national universel (SNU). Enfin cette année sera marquée par la participation à la Conférence pour l'avenir de l'Europe lancée depuis le 19 avril, l'aboutissement en septembre du projet « Dessinons l'Europe de Demain » avec l'accueil à Veauche et Chazelles des autres villes partenaires, précédée d'une semaine de l'Europe, et la préparation des Journées du livre européen programmées les 5, 6 et 7 mai 2022, à l'occasion de la Fête de l'Europe.

Le saviez-vous ?

Le Pass sanitaire européen (ou certificat vert) devrait concerner 31 pays européens (dont la France) au 1er juillet 2021. Il permettra de circuler en Europe sans restriction sanitaire si vous êtes vacciné, définitivement guéri de la Covid depuis moins de 6 mois ou si vous avez un test négatif récent. Le certificat vert peut être présenté sous format numérique (par exemple via l'application tous anticovid en France) ou sous format papier.

En savoir plus : https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/coronavirus-response/safe-covid-19-vaccines-europeans/eu-digital-covid-certificate_fr

LECTURE : Quelques suggestions...

La grande illusion : Journal secret du Brexit (2016-2020). Michel Barnier. Editions Gallimard, 2021.



Il s'agit effectivement du journal personnel de Michel Barnier, négociateur du Brexit, dans lequel anecdotes, considérations, souvenirs, événements personnels croisent un récit chronologique exhaustif des différentes étapes du Brexit, du référendum de 2016 à la signature des deux traités qui régissent la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne fin 2020.

Dans ce livre, dont le titre évoque le célèbre film de Jean Renoir, Michel Barnier présente de l'intérieur les enjeux, les négociations, les consensus, les crispations, les blocages de ce dossier qui aura ébranlé la construction européenne et laissé indéniablement un

questionnement sur la capacité de l'UE à préserver son unité. Il aura également contribué à l'affaiblissement de l'Europe et du Royaume Uni.

Très documenté et complet, ce récit met en avant l'investissement de l'auteur - et de son équipe paritaire et constituée de 70 personnes de 22 nationalités- dans la préservation du processus de paix, la pédagogie dont il a du faire preuve, et sa capacité à peser sur les échanges et les conditions de mise en œuvre du Brexit.

S'il égratigne les politiques du Royaume-Uni, il exprime son attachement au peuple britannique, pour ses apports à l'Europe et sa solidarité avec les Européens. Michel Barnier ne semble pas, par contre, avoir réussi à tirer de ces

quatre années les fondements d'une nouvelle Europe, « une Europe qui nous protège et nous inspire », pour laquelle s' « il est bien tard » « il n'est pas trop tard ».

D'autres titres sur le Brexit :

- **Une brève histoire du Brexit.** Kevin O'Rourke. Editions Odile Jacob, 2021.
- **Etre ou ne pas être européens ?** Les britanniques et l'Europe du XVIIème siècle au Brexit. Robert Franck. Editions Belin, 2021.
- **Goodbye Britannia :** le Royaume Uni au défi du Brexit. Sylvie Bermann. Editions Stock, 2021.
- **Le Brexit et l'avenir de l'Europe.** Emmanuelle Saulnier-Cassia. Editions Librairie générale de droit et de jurisprudence, 2019.

Colette MODION

